
Les homes d'enfants juifs à la Libération

Catherine Massange



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/592>

DOI : 10.4000/cmc.592

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 59-87

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Catherine Massange, « Les homes d'enfants juifs à la Libération », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 9 | 2010, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/592> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.592>

Les homes d'enfants juifs à la Libération

Catherine Massange

Septembre 1944 : la Belgique est libérée. Mai 1945 : le III^e *Reich* capitule. La période qui s'écoule entre ces deux dates marque pour les Juifs présents en Belgique la fin du danger de déportation et la possibilité de sortir de la clandestinité. C'est alors que les bases de la reconstruction commencent à s'édifier.

Dans ces premiers mois de fin de guerre, des enfants juifs continuent à vivre chez les personnes qui les avaient cachés, dans les institutions qui les avaient hébergés clandestinement ainsi que dans les homes de l'Association des Juifs en Belgique, l'AJB¹. Créée par l'occupant en novembre 1941, l'AJB avait été un des instruments institutionnels de l'isolement social, économique, politique des Juifs – préliminaire au processus de déportation – et avait délivré les convocations pour la caserne Dossin à Malines, donc pour Auschwitz. À la Libération, l'AJB n'existe plus. Mais il y a des enfants dans ses homes, des vieillards dans ses hospices. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre (AIVG) est créée juridiquement en octobre 1944 et se présente comme héritière du Comité de Défense des Juifs (CDJ), l'organisation de Résistance civile ayant organisé la clandestinité de la majorité des Juifs. C'est l'AIVG qui reprend les homes pour enfants de l'AJB officiellement à partir d'avril 1945². Pendant quelques mois, durant cet intervalle, il faut cependant bien que les enfants mangent, soient habillés, chauffés, soignés... Il faut que la reconstruction commence.

Les Homes de l'AJB

En 1944, l'Association des Juifs en Belgique est responsable de sept homes d'enfants : le home de Wezembeek-Oppem (qui était, avant guerre, la maison de cure de la Société israélite d'Assistance antituber-

¹ Sur l'AJB, voir J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004.

² Sur l'histoire de l'AIVG, voir C. Massange, *Bâtir le lendemain. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service social juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002.

culeuse), celui de Linkebeek (rue du Bourdon, à Uccle), celui de Lasne, celui d'Aische-en-Refail et les deux pouponnières : celle d'Uccle (rue Victor Allard) et celle d'Etterbeek (rue Baron de Castro) ; à ces homes créés par l'AJB s'ajoute l'Orphelinat israélite de Bruxelles (rue des Patriotes). Il n'y a, à cette époque, plus aucun home, plus aucune institution juive à Anvers, la ville ayant été déclarée "*judenrein*" (vidée de la population juive)³.

À quelques jours de la Libération, tous les homes de l'AJB sont évacués dans l'urgence. Il était nécessaire qu'ils soient abandonnés simultanément, à cause du danger de répression qui aurait frappé les retardataires et aurait de plus mis en péril tout le réseau de Résistance qui cachait les enfants. Marie Albert, directrice du home de Wezembeek, rapporte qu'en 1942 déjà, après que les enfants et le personnel du home eurent été arrêtés, enfermés à Malines, puis libérés, Fela Perelman, militante sioniste et épouse du professeur Chaïm Perelman, l'avait assurée qu'« à la moindre menace », les enfants pouvaient être évacués en lieu sûr⁴. Cette éventualité avait donc été pensée, prévue, mais aucun plan concret n'existait. Les directeurs et directrices de homes furent convoqués, selon ce qu'a raconté Martin Benzen, directeur du Home de Lasne, à la synagogue de la rue de Régence. Ordre fut donné d'évacuer les homes immédiatement. Quelques adresses de confiance furent distribuées. Bien trop peu⁵.

Directeurs et directrices eurent l'impression de se retrouver seuls avec les enfants en danger et de devoir compter sur leur propre ingéniosité et leurs relations pour cacher ces centaines d'enfants. Mais tout

³ Sur les homes de l'AJB, voir notamment C. Massange, « La politique sociale », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 277-316. Sur les Juifs à Anvers dans l'après-guerre voir V. Vanden Daelen, *Laten we hun lied verder zingen. De heropbouw van de joodse gemeenschap in Antwerpen na de Tweede Wereldoorlog (1944-1960)*, Amsterdam, 2008. Sur les homes d'enfants juifs à Anvers dans l'après-guerre, voir V. Vanden Daelen, « De opvang van joodse weeskinderen in Antwerpen na de Tweede Wereldoorlog », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 7, 2006-2007, pp. 159-176.

⁴ Musée juif de Belgique (MJB), Fonds Marie Albert, 226, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 67. Marie Blum-Albert a édité ses souvenirs dans un livre : *Le récif de l'espoir. Souvenirs de guerre dans un home d'enfants juifs*, Bruxelles, 1997. Le tapuscrit, un peu plus détaillé que le livre, est conservé au Musée juif de Belgique. Marie Blum-Albert a accordé une interview à la Fondation de la Mémoire contemporaine en 1996.

⁵ Fondation de la Mémoire contemporaine (FMC), interview de Martin Benzen par Vincent De-caestecker, 1998.

ce que le Comité de Défense des Juifs a construit comme filières et contacts va pouvoir être mobilisé, condition *sine qua non* de cette clandestinité de dernière minute. D'abord le signal même de l'urgence de l'évacuation vient sans doute par le canal de David Ferdman, membre éminent du CDJ. Ferdman cite comme intermédiaire un Juif allemand, Felix Meyer, qui s'en est d'ailleurs attribué le mérite⁶. L'imminence de la Libération est alors vue comme une évidence ; la volonté des occupants de déporter les enfants l'est également. Mais vu la rapidité de l'avance des Alliés et la mobilisation de toute l'intendance allemande, les autorités d'occupation n'auront ni le temps, ni les moyens d'exécuter leurs plans, contrairement au cas de la France⁷.

Yvonne Nevejan, directrice de l'Œuvre nationale de l'Enfance (ONE), travaille clandestinement avec la Résistance juive et s'occupe depuis de longs mois de cacher des enfants juifs. Elle est à nouveau la personne providentielle dans ces circonstances. Elle décroche son téléphone. Marie Albert date son entrevue avec Yvonne Nevejan du 26 ou du 27 août, le départ des enfants du home de Wezembeek du 28 août. Les enfants des homes de l'AJB sont alors cachés pendant une dizaine de jours. Ceux de Bruxelles et de sa périphérie, parmi lesquels se trouvent les tout petits des deux pouponnières, sont hébergés à la Maison de la Miséricorde à Heverlee, à l'Institut Henri Jaspar à Tervuren, au collège Bethléem à Herent, au Sanatorium Prince Charles à Audergem, à l'Institut Notre-Dame des Sept Douleurs à Wezembeek, à la crèche du Sacré-Cœur à Audergem, à l'Hôpital de Schaerbeek et chez des particuliers⁸. L'épouse non juive (et non catholique) de Martin Benzen, directeur du home de Lasne, s'adressera au curé du village : il l'aidera⁹. Les enfants du home d'Aische-en-Refail, évacués plus tôt

⁶ Institut d'Études du Judaïsme (IEJ), fonds des interviews du Centre national des hautes Études juives (fonds CNHEJ), interview de David Ferdman, s.d. ; AGR, Police des Étrangers, document envoyé par Felix Meyer à la Police des Étrangers, s.d. AM, 7.922 (1944) ; Centre d'archives pour l'histoire des femmes (CARHIF), Fonds ONEbis, 43, « Entretien avec Monsieur David Ferdman », par Lucien Steinberg.

⁷ M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. III, vol. 2, *La traque des Juifs. 1942-1944*, Bruxelles, 1986, pp. 233-238.

⁸ MJB, Fonds Marie Albert, 217 et 219, correspondance de Marie Albert, 1944 ; IEJ (fonds CNHEJ), interview d'Alfred Blum, 1972 ; MJB, Fonds Marie Albert, 226, hommage de Marie Blum-Albert à Yvonne Feyerick-Nevejan au moment de son décès, août 1987 ; MJB, Fonds Marie Albert, 219, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, pp. 111-112 ; FMC, Interview de Marie Blum-Albert, 1996.

⁹ FMC, interview de Martin Benzen par Vincent Decaestecker, 1998.

pour cause d'utilisation du bâtiment par l'armée allemande, seront placés chez des particuliers de la région¹⁰.

Les enfants retournent donc dans leurs homes quelques jours après la Libération. Celui de Lasne ayant été réquisitionné, ses pensionnaires sont dispersés à Wezembeek et Linkebeek¹¹. Le Home de Wezembeek a été pillé¹². Le home d'Aische est en très mauvais état et de plus c'est l'établissement le plus concerné par la bataille des Ardennes, qui fera rage en hiver¹³.

Les absents et les présents

L'immense joie de la Libération est accompagnée d'une terrible angoisse : que sont devenus les déportés ? Ils sont près de 25.000 partis de Malines ; les quelques rares survivants qui reviennent en Belgique à partir du printemps 1945 ont eux-mêmes besoin de soins et d'assistance. La reconstruction se fera par ceux qui peuvent rassembler leurs forces pour aider les plus faibles. En mai 1945, Marie Albert, qui est encore directrice du home de Wezembeek, écrit : « J'appréhende pour mes enfants beaucoup de souffrances et de vaines attentes, le vrai terrible moment est venu pour eux, mais je leur dis d'espérer quand même, il n'y a rien d'autre à faire actuellement. »¹⁴ La plupart des enfants présents dans les homes de l'AJB sont passés entre les mains des autorités occupantes : ils ont donc été arrêtés, repérés, fichés et séparés de leurs parents ; ils attendent...

L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre, l'AIVG, est créée officiellement en octobre 1944 pour devenir l'outil de la reconstruction juive. Ses statuts précisent qu'« elle reprendra l'activité qu'exerça d'une

¹⁰ FMC, interview de Jacques Nasielski, 2005 ; MJB, Fonds Marie Albert, 217, « Période 44 concerne le Château de Là-Bas à Aische-en-Refail, Belgique. Renseignements fournis par Marie Blum-Albert en janvier 1984 ».

¹¹ MJB, Fonds Marie Albert, 226, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 76.

¹² MJB, Fonds Marie Albert, 219, lettre de Marie Albert à la gendarmerie de Stockel, 22 septembre 1944.

¹³ FMC, interview de Jacques Nasielski, 2005 ; MJB, Fonds Marie Albert, 219, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 131.

¹⁴ MJB, Fonds Marie Albert, 219, « Copie de la lettre manuscrite amenée par une grande fille et un grand garçon de Wezembeek à Mademoiselle Nevejan avec un bouquet de fleurs du jardin », 24 mai 1945.

manière occulte le Comité national de Défense des Juifs »¹⁵, mais beaucoup de résistants du CDJ ne sont à ce moment précis pas là pour assurer la continuité. Beaucoup de figures historiques de la Résistance juive (dont de nombreux communistes) ont été arrêtés et déportés. Si certains rentreront en Belgique, ils sont absents à la Libération, au moment de poser les toutes premières bases de l'après-guerre. Parmi les membres actifs du CDJ, Hertz Jospa est encore à Buchenwald en mai 1945¹⁶ ; Roger Van Praag, qui jouera ultérieurement un rôle de premier plan dans la direction de l'AIVG, a été arrêté en avril 1944¹⁷ ; Maurice Bolle a été détenu à Breendonk, puis à Buchenwald¹⁸ ; Léopold Flam sera déporté à Auschwitz et à Buchenwald¹⁹. Maurice Bolle, Léopold Flam, Roger Van Praag et Hertz Jospa sont accueillis au conseil d'administration de l'AIVG le 4 décembre 1945²⁰. Parmi eux, seul Roger Van Praag s'investira intensément et durablement dans l'institution. Maurice Heiber, lui, qui était à la fois au CDJ et à l'AJB, a été arrêté, puis libéré et nommé directeur du home pour vieillards de la rue Victor Rauter. Lui non plus n'est pas actif à la Libération, car il est soigné au sanatorium de Tombeek, puis en Suisse²¹. Pierre Broder, communiste et membre du CDJ, est présent aux conseils d'administration de l'AIVG début 1945 : dès février 45, il s'occupe du service social, une des tâches les plus importantes de l'AIVG²².

Ceux – surtout “celles” – qui se sont occupés de cacher des enfants chez des particuliers ou dans des institutions continuent à accompagner leurs protégés et les hébergeurs : leur rôle n'est pas de gérer les homes où se trouvaient ceux qui n'étaient pas clandestins. Aux premiers jours de la Libération, c'est à Yvonne Jospa notamment qu'on s'adresse pour ce qui concerne les enfants cachés. Résistante communiste, pilier du CDJ, à la Libération elle est sans nouvelles de Hertz Jospa, son mari déporté, et n'ira pas beaucoup plus loin dans

¹⁵ *Aide aux Israélites Victimes de la Guerre. Statuts (parus au Moniteur en octobre 1944 accompagnés des modifications aux statuts parues en février 1945)*, art. 3, brochure.

¹⁶ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique. Figures du judaïsme belge XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, 2002, pp. 181-183.

¹⁷ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 349.

¹⁸ *Ibid.*, p. 64.

¹⁹ *Ibid.*, p. 111.

²⁰ Archives du Service social juif (SSJ), procès-verbaux des conseils d'administration de l'AIVG.

²¹ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 155.

²² *Ibid.*, 68 ; SSJ, procès-verbaux des conseils d'administration de l'AIVG.

l'accompagnement des enfants juifs dans leurs premiers pas d'après-guerre. Elle travaillera, à l'étranger, pour le Commissariat au Rapprochement. En novembre 1944, elle écrit une lettre de « démission » à Yvonne Nevejan : « J'estime qu'actuellement ma tâche est finie. Quoique le travail présente encore une grande nécessité en cette période, il ne me serait plus possible, en ce qui me concerne, de continuer à m'en occuper, dans cette atmosphère d'intrigues politiques et personnelles. Actuellement les dangers ayant disparu toute autre personne peut continuer le travail. »²³ Il est fort probable que ces accusations d'intrigue visent les sionistes qui veulent envoyer le plus rapidement possible et à tout prix les enfants orphelins en Palestine²⁴.

Les assistantes sociales de profession, résistantes du CDJ, continuent contre vents et marées à exercer leur métier : veiller au bien-être quotidien des enfants, être en contact avec les logeurs (personnes privées ou institutions)... Mais que ce soit Ida Sterno, Renée Goldstuck ou Irène Zmigrod, qui travailleront pour l'AIVG, elles ne sont pas des "leaders" et ne participent pas à des négociations à un niveau décisionnel. C'est sur elles que repose la résolution de tous les problèmes matériels et ils sont innombrables... Les enfants cachés, qu'elles continueront donc à suivre après la Libération, sont bien plus nombreux que les enfants des homes de l'AJB. Selon Marie Blum-Albert et Freddy Blum, les homes de l'AJB pouvaient héberger au plus 700 à 750 enfants²⁵. Lorsque Marie Albert dresse des listes de noms, qu'elle reconnaît incomplètes, elle en mentionne un peu moins de 400²⁶. En novembre 1944, Ida Sterno écrit que le CDJ quant à lui « a caché et entretenu jusqu'au 3 septembre 1944, 2.293 garçons et filles ». Parmi eux, au 3 novembre 1944, 618 ont été repris par un parent, direct ou indirect²⁷.

En ces premiers jours de la Libération, certains Juifs qui occuperont ultérieurement d'importantes responsabilités communautaires ne se chargent pas dans l'immédiat des enfants des homes de l'ancienne

²³ Service public fédéral Sécurité sociale, Service des Victimes de la Guerre (SVG), R 497/229.398, documents De Lathouwer, lettre d'Yvonne Jospa à Yvonne Nevejan, 29 novembre 1944.

²⁴ FMC, interview d'Yvonne Jospa, 1995-1996.

²⁵ MJB, Fonds Marie Albert, 224, lettre de Marie Blum-Albert à l'Institut Yad Vashem, 4 février 1980 ; MJB, Fonds Marie Albert, 225, lettre d'Alfred Blum à Sylvain Brachfeld, 12 juin 1988.

²⁶ MJB, Fonds Marie Albert, 226.

²⁷ Archives privées, Fonds Fela Perelman, 1, rapport d'Ida Sterno, 6 novembre 1944.

AJB, car ils sont encore à l'étranger ou combattent dans les troupes alliées. Les résistants armés, eux, ont vécu dans la clandestinité et restent dans leur propre sphère d'action et de relations. Ils connaissent l'AJB et la voient comme un organisme de collaboration avec l'ennemi, mais ils ne sont pas familiers de ses rouages internes.

Certains responsables de l'AJB sont, eux, toujours là, libres et disponibles. Seront par exemple au premier plan pour s'occuper du sort des anciens homes de l'AJB dans ces débuts d'après-guerre Chaïm Perelman et David Ferdman, qui ont dans le même temps fait partie du Comité de Défense des Juifs (CDJ). Ils sont auréolés du prestige de la Résistance juive, mais sont tous deux restés longtemps dans la "égalité". Chaïm Perelman, qui a 32 ans en 1944, sioniste, belge depuis 1936, chargé de cours à l'ULB, est l'un des responsables du Comité de Défense des Juifs ; il a été aussi à la tête du service social de l'AJB²⁸. Il connaît donc l'institution de l'intérieur tout en ayant participé à l'action du Comité de Défense des Juifs. David Ferdman a 45 ans à la Libération : originaire de Varsovie, il vient à Bruxelles rejoindre son frère, qui a un commerce de mercerie, en 1939²⁹. Trésorier et banquier du Comité de Défense des Juifs, il accorde des dons importants à l'AJB, duquel il est nommé inspecteur général du service social et fait partie de la direction du Comité local de Bruxelles de l'AJB comme Perelman. Son importante fortune lui permet aussi d'acheter des informations. Il sauve ainsi des personnalités belges qui lui rendent hommage après-guerre et lui permettent d'obtenir très rapidement la nationalité belge : il peut présenter notamment des attestations du président de la Cour militaire en 1945, Willy Loppens, et de Léon Cornil, procureur général à la Cour de Cassation à la même époque³⁰.

Celui qui est responsable des homes de l'AJB à la fin de l'Occupation est Alfred (dit Freddy) Blum, qui épousera Marie Albert après la Libération³¹. Il assure cette fonction depuis l'arrestation de Maurice Heiber en mai 1943³². Alfred Blum est né en août 1918, il a donc 26 ans en septembre 1944. Son père, Marcel Blum, a été, à partir de décembre 1942, président de l'AJB. Ils sont belges. La famille doit

²⁸ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, pp. 271-274.

²⁹ *Ibid.*, pp. 105-106.

³⁰ AGR, Police des Étrangers, A 316.293. AGR, Indigénat, N2491. CARIIF, Fonds ONEbis, 43.

³¹ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, pp. 62-63.

³² J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs...*, *op. cit.*, pp. 15, 122, 129, 150, 155.

sa prospérité aux établissements J. et M. Blum, gros négociant de textiles. Même si c'est le nom de son père, Marcel Blum, qui figure parmi les signataires de la convocation pour Malines, en tant que président de la Communauté israélite de Bruxelles, Freddy Blum a aussi exercé d'importantes responsabilités au sein de l'AJB. Dès janvier 1942, il est membre de la direction du Comité local de Bruxelles (où Chaïm Perelman le rejoindra) et trésorier, puis secrétaire de ce comité³³. Des familles de déportés ne lui pardonneront jamais de ne pas les avoir mises en garde devant le danger alors que les Juifs angoissés venaient demander dans les bureaux de l'AJB comment réagir à la convocation pour Malines³⁴.

Quelques jours après la Libération, Freddy Blum est arrêté par la Résistance³⁵. Rik Szyffer, partisan armé, est l'un de ceux qui le retiennent prisonnier. Il expliquera ce qui est arrivé à Alfred Blum à la Libération : « [Alfred Blum] a été arrêté chez moi. Je l'avais dans ma cave [...] dans ma caserne [...] rue des Champs-Élysées, à Ixelles. Nous avions une caserne à la Libération. J'étais adjoint au commandant. Alors il a été arrêté, il était sous ma surveillance, quelques autres aussi. Et j'avais un très bon ami, qui m'a rendu des services pendant la guerre, Ferdman. Il m'a rendu beaucoup de services, pas à titre personnel, mais en tant que représentant du groupement. Et il est arrivé un jour chez moi, un soir, avec Perelman, que je ne connaissais pas très bien. [...] Et il dit : "Nous savons que Blum est chez toi." "Je connais pas de Blum." Alors il dit : "Écoute, je sais qu'il est là. Tu peux me dire ce que tu veux, je sais qu'il est là. Nous voudrions le sortir. Nous avons des motifs pour cela." [...] J'ai dit : "Je ne sais pas... je ne sais pas qui c'est, mais je me demande pourquoi tu veux lui sauver sa peau, à ce sale individu." "Laisse-moi apprécier", il dit, Perelman (assez arrogant, parce qu'il me connaissait pas). [...] Tous les deux insistaient : "Nous savons qu'il est là et s'il lui arrive quelque chose..." [...] Je l'ai fait sortir et je l'ai remis à leur discrétion et ils sont partis. [...] Et je ne le regrette pas d'ailleurs, parce que je ne suis pas un juge et que c'était

³³ SVG, R497/Tr206.891, procès-verbaux du Comité local de Bruxelles de l'AJB, 1942.

³⁴ IEJ (fonds CNIEJ), témoignage d'Irène Zmigrod, recueilli pour la Wiener Library en 1955.

³⁵ IEJ (fonds CNIEJ), interview d'Alfred Blum, 1972 ; MJB, Fonds Marie Albert, 219, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 114 ; FMC, interview de Marie Blum-Albert, 1996.

pas à moi de le juger. »³⁶ Ces paroles de Rik Szyffer illustrent bien les relations entre les différents intervenants juifs pendant cette période.

La « Direction des Homes d'Enfants israélites »

Et Freddy Blum reprend ses activités. Il continue à s'occuper des homes d'enfants. Il se place à la tête d'une "Direction des Homes d'Enfants israélites" dont il est le seul responsable. Il se qualifie d'"administrateur". Son « siège administratif provisoire » est situé 40 boulevard d'Anvers, adresse des Établissements Blum³⁷. Fanny Albert, la sœur de Marie Albert, continue à assumer les fonctions de secrétaire qu'elle exerçait du temps de l'AJB. Marie Albert, directrice du Home de Wezembeek, assure l'intérim de Freddy Blum quand celui-ci est rappelé sous les drapeaux³⁸.

Cette « Direction des Homes d'Enfants israélites » sert d'intermédiaire pour l'approvisionnement financier et le paiement des factures³⁹. Ainsi par exemple une facture de l'Assistance publique pour l'hospitalisation d'enfants à Schaerbeek passe par Yvonne Jospa qui la transmet à « Monsieur Blum », qui promet de faire le nécessaire au nom de la « Direction des Homes d'Enfants israélites »⁴⁰. Freddy Blum décidera de transformer le home pour Juifs âgés d'Auderghem, avenue Jean Van Horenbeeck, en home pour enfants. Mais chaque home garde une grande autonomie : directeurs et directrices affrontent pour leur compte les problèmes quotidiens.

À nouveau, Yvonne Nevejan et l'Œuvre nationale de l'Enfance sont là : l'ONE continue à subventionner les homes de l'ancienne AJB. Ces derniers sont loin d'être les seuls à avoir besoin de l'aide de l'ONE. Des centaines de colonies pour enfants et adolescents ont été créées pendant l'Occupation (« près de mille établissements ») et sont subventionnés par l'ONE⁴¹. Alors que, pendant l'hiver, à cause de l'offensive

³⁶ FMC, interview de Rik Szyffer, 1995.

³⁷ MJB, Fonds Marie Albert, 217, correspondance entre Marie Albert et la Direction des Homes d'Enfants israélites, 1945.

³⁸ MJB, Fonds Marie Albert, 219, procuration signée par Alfred Blum, 9 septembre 1944 ; MJB, Fonds Marie Albert, 226, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 156.

³⁹ IEJ (fonds CNIIEJ), interview d'Alfred Blum, 1972.

⁴⁰ SVG, R 497/229.398, documents De Lathouwer.

⁴¹ CARIIF, Fonds ONEbis 30.12, note de Theunis, président de l'ONE en 1945.

von Rundstedt, le sud du pays est toujours en guerre, l'ONE doit faire face à la détresse des familles de tout le pays : malnutrition, manque de soins en conséquence des bombardements... L'immédiat après-guerre est encore une période de grandes difficultés d'approvisionnement en nourriture, en lait, en combustibles, en vêtements, en médicaments... Ainsi, pour 1944, l'ONE cite le chiffre de 50% des femmes fréquentant les consultations prénatales ayant une santé déficiente pour cause de sous-alimentation, et ce particulièrement dans les banlieues industrielles. La sous-alimentation fait des ravages surtout chez les adolescents (90% des adolescents reçus dans les colonies de l'ONE souffrent d'une décalcification dentaire, 78% sont anémiques)⁴². La mortalité infantile est plus élevée en 1944 et 1945 qu'en 1942 et 1943⁴³. L'ONE doit donc répondre à des situations d'urgence sur de multiples fronts.

Le Secours d'Hiver, qui avait aidé les homes de l'AJB sous l'Occupation, continue son appui sous un autre nom : Œuvre nationale de Secours. Dans des cas exceptionnels, la pension d'enfants peut être assurée par un membre de la famille, empêché dans l'immédiat de s'occuper directement des enfants. Ainsi, à Wezembeek, une contribution pour trois enfants est payée par l'intermédiaire de la légation tchèque, car leur demi-frère est soldat dans la brigade tchèque de l'armée anglaise⁴⁴.

Mais la charge financière est énorme. La consigne est donnée de renvoyer les enfants chez leurs proches et de ne garder dans les homes que les orphelins sans aucune famille. En décembre 1944, Ida Sterno écrit : « Faire rentrer automatiquement tous les enfants qui ont un père ou une mère chez eux, cela me semble exclu. Il y a une série de gosses qui n'ont plus que leur père. Que peut faire un homme avec un ou deux enfants, l'hiver, même s'il travaille. Il peut peut-être contribuer à la pension de l'enfant, mais c'est tout à mon sens. Il y a des enfants qui ont leur mère, mais cette dernière travaille pour gagner son

⁴² CARIHF, Fonds ONEbis 40, note de Theunis, président de l'ONE, 1945.

⁴³ CARIHF, Fonds ONEbis 41, « Œuvre nationale de l'Enfance. Mesures prises pour assurer la protection des femmes et des enfants pendant la guerre », s.d., p. 4.

⁴⁴ MJB, Fonds Marie Albert, 217, correspondance entre Marie Albert, la Légation tchèque à Bruxelles et J.G., 1944-1945 ; MJB, Fonds Marie Albert, 219, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, pp. 104-105.

pain à elle. Que faire de l'enfant ? »⁴⁵ Le 7 mars 1945, Marie Albert évoque avec regret les « instructions que j'ai reçues, qui ne me permettent de garder dans le Home que des enfants de déportés qui n'ont personne »⁴⁶. Il importe non seulement de garder les homes existants, mais aussi d'en créer d'autres. C'est ce qu'explique Ida Sterno dans un rapport de novembre 1944 : « Il nous faudrait enfin un budget spécial afin de permettre la création de homes nouveaux. Si nos enfants sont en général bien soignés, la création de homes s'impose pour les enfants placés moins bien, pour ceux devant revenir dans les villes afin de poursuivre des études régulières. Enfin pour abriter les garçons et les filles rentrant de colonies et autres groupes qui ferment leurs portes définitivement ou temporairement. »⁴⁷ Quand Marie Albert parle de « mes » enfants, ce sont ceux de Wezembeek qu'elle désigne ; quand Ida Sterno parle de « nos » enfants, elle évoque ceux cachés par le CDJ. L'AIVG héritera de la responsabilité de tous les enfants juifs en détresse et sa tâche sera de coordonner l'aide qui leur est indispensable et d'assurer l'éducation de ceux qui resteront « sans parents ».

Mais avant de réfléchir à l'avenir, il faut assurer d'urgence l'approvisionnement financier. Très vite, l'AIVG comprend que l'essentiel des fonds nécessaires à la reconstruction de la communauté juive de Belgique ne peut venir dans un premier temps que de l'étranger. L'ONE également reçoit des dons d'Amérique et d'Angleterre, alors que les armées et les autorités militaires alliées sont omniprésentes sur le territoire belge et remplissent un rôle fondamental en matière de transports et d'approvisionnement.

L'AIVG choisit David Ferdman pour la représenter à l'étranger et l'envoie en reconnaissance. Il est chargé de mission pour recueillir les fonds. Le nom du financier du CDJ est bien connu et ouvre bien des portes⁴⁸. Dès octobre 1944, il demande les autorisations nécessaires pour voyager à l'étranger. Le 2 février 1945, l'AIVG sollicite officiellement la prolongation du passeport de David Ferdman : « La plupart des enfants dont nous nous occupons sont abandonnés. Leur avenir

⁴⁵ SVG, R 497/229.398, documents De Lathouwer, lettre d'Ida Sterno à Yvonne Jospa, décembre 1944.

⁴⁶ MJB, Fonds Marie Albert, 219, lettre de Marie Albert à S. Stempniewsky, 7 mars 1945.

⁴⁷ Fonds Fela Perelman, 1, « Comité de Défense Juive. Section Enfants », rapport d'Ida Sterno, 6 novembre 1944.

⁴⁸ AGR, Police des Étrangers, A 316.293 et dossier Indigénat de David Ferdman.

constitue un problème angoissant » ; il est donc nécessaire que David Ferdman prenne des contacts « pour nous aider à avoir les moyens de couvrir, ne fût-ce qu'en partie, les quelque 7 millions que comporte notre budget mensuel. »⁴⁹ Il doit se mettre en rapport avec l'Union internationale de Secours aux Enfants, à Genève ; avec l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE), à Genève ; le *Central British Fund for Jewish Relief and Rehabilitation*, à Londres ; le *World Jewish Congress*, à New York et, bien sûr, l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, également à New York.

Ce sera l'*American Jewish Joint Distribution Committee* qui fournira l'essentiel de l'argent de la reconstruction juive en Belgique. Le Joint, organisme américain d'entraide juive internationale créé en 1914, a financé le CDJ. À la Libération, les transferts de fonds sont difficiles et le Joint doit examiner les modalités de la répartition de son soutien aux Juifs d'Europe. C'est en février 1945 qu'est annoncé au conseil d'administration de l'AIVG que, sur avis du directeur de la Banque nationale, le Joint versera 300.000 dollars à la *Federal Reserve Bank* à New York pour le compte de la Banque nationale de Belgique, celle-ci en donnera la contre-valeur à l'AIVG dès réception de l'avis de versement à son compte à New York⁵⁰.

La déléguée du Joint pour la Belgique, Laura Margolis, arrive ainsi au printemps 1945 à Bruxelles. Un rapport de l'AIVG reconnaît que le travail de la section enfance ne put prendre « son essor réel » qu'en mars 1945. « À cette date, les divers services qui le composent (service social – service homes – service vestiaire – service comptabilité) disséminés de par la ville furent centralisés dans les bureaux du boulevard du Midi, et surtout, les ressources que Monsieur Schwartz, Directeur du Joint pour l'Europe, avait promis lors de sa visite à Bruxelles au début février, arrivèrent. »⁵¹ C'est à partir de ce moment-là que l'AIVG va pouvoir réellement consolider ses structures et développer ses activités. Et c'est précisément alors que Freddy Blum transférera les homes de l'AJB à l'AIVG.

⁴⁹ AGR, Police des Étrangers, A 316.293, « Note pour la Sûreté de l'État », signée par J.H. Pels, 2 février 1945. 1 franc belge de 1945 vaut environ 0,20 euro d'aujourd'hui.

⁵⁰ SSJ, procès-verbal du conseil d'administration de l'AIVG du 15 février 1945.

⁵¹ SSJ, « Aide aux Israélites Victimes de la Guerre. Section Enfance. Affiliée à l'Union OSE. Rapport d'activité. Le 31 décembre 1945 », 31 décembre 1945.

Vie quotidienne

Pendant que l'AIVG cherche l'argent, les enfants des homes et leurs directeurs et directrices sont confrontés à d'immenses problèmes d'organisation de la vie quotidienne.

Certains enfants sont récupérés immédiatement par un parent qui s'était caché, mais beaucoup ont perdu toute leur famille dans la Shoah. Les conditions de vie des Juifs survivants en Belgique sont alors extrêmement difficiles : les pères et mères qui ont pu se cacher jusqu'à la Libération peuvent enfin voir au grand jour leurs enfants, mais beaucoup ne peuvent encore assumer la responsabilité de l'éducation des leurs et la charge d'une vie familiale quotidienne. Ils n'ont le plus souvent pas de travail, pas de logement décent, ni les moyens financiers de se nourrir et de se chauffer.

La plupart des pensionnaires ont vu déporter leurs deux parents ; ceux qui reviendront sont des exceptions. Il faut donc effectuer des recherches, entrer en contact avec des membres de la famille qui sortent à peine de leur cachette et n'ont eux-mêmes aucune information. L'un ou l'autre est soigné dans un hôpital, un sanatorium ou une institution psychiatrique. Les enfants eux-mêmes sont la première source de renseignements : ont-ils de la famille à l'étranger ? Quelle était leur adresse avant la guerre ? Inutile de le demander aux plus petits...

Des enfants quittent les homes, d'autres y entrent, certains changent d'établissement. Le home de l'AJB de Lasne ayant été abandonné, les enfants seront répartis entre Wezembeek et Linkebeek, mais certains se retrouveront ultérieurement aussi dans le home d'Auderghem, où un établissement destiné aux Juifs âgés devient home pour enfants⁵². Marie Albert parle d'un « afflux d'enfants venant des couvents » en mai 1945 seulement⁵³.

Les directeurs de homes doivent s'occuper de toute une paperasserie, vitale cependant : les timbres de ravitaillement, les cartes d'identité... Les identités mêmes de certains enfants sont à peine connues : on ne sait rien de leur date de naissance, de leur lieu de naissance, de leur nationalité. Une enfant emprisonnée à Malines avec sa mère a pu être sauvée car sa mère a prétendu que ce n'était pas sa fille :

⁵² MJB, Fonds Marie Albert, 225, lettre de Marie Blum-Albert à Sylvain Brachfeld, 5 février 1937.

⁵³ MJB, Fonds Marie Albert, 226, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 181.

elle arrive au home de Wezembeek avec une identité erronée ; quand son oncle viendra la chercher et demandera au home d'attester l'identité de la fillette, il faudra le renvoyer à l'administration communale, à la police, etc⁵⁴. À 16 ans, les adolescents doivent avoir des papiers d'identité en règle : il faut régulariser leur domiciliation dans le home. Tout changement de home doit s'accompagner d'un transfert de timbres de ravitaillement.

Beaucoup d'enfants ne sont pas Belges. Plusieurs sont apatrides, originaires d'Allemagne ou d'Autriche. À Wezembeek par exemple, une liste dressée en juin 1945 mentionne un seul pensionnaire belge ; la nationalité de nombreux enfants est inconnue ; presque tous les enfants de nationalité polonaise sont nés en Belgique et presque tous les enfants apatrides sont nés sur le territoire du *Reich* (Berlin, Francfort, Cologne, Vienne...) ⁵⁵. Dans ces moments de réflexes nationalistes, il faut impérativement convaincre les pouvoirs publics et la population belge que les Juifs allemands et autrichiens sont des « non ennemis », selon l'appellation qu'ils recevront officiellement en avril 1945.

Directeurs et directrices se chargent aussi du recrutement du personnel. Et ce n'est pas chose aisée à l'époque. Ceux et celles qui s'occupent directement des enfants sont internes et les candidats ne se pressent pas au portillon. Le moment est à la reconstitution des familles, à la solidarité avec les proches, à la reconstruction de sa propre vie. Marie Albert s'adresse par exemple à l'YWCA, la *Young Women's Christian Association* (mouvement de femmes d'origine américaine né au XIX^e siècle), en soulignant que « le personnel chrétien pratiquant peut s'arranger pour assister le dimanche à une messe matinale au village sans pour cela avoir besoin d'un congé spécial » ⁵⁶. Un engagement d'une monitrice catholique sera désastreux : une remarque antisémite provoquera évidemment son renvoi immédiat ⁵⁷. Des jeunes filles, pen-

⁵⁴ MJB, Fonds Marie Albert, 219, lettre de Marie Albert à H.M., 26 janvier 1945 ; FMC, interview de Marie Blum-Albert, octobre 1996.

⁵⁵ MJB, Fonds Marie Albert, 226, « Renseignements sur la population enfantine d'Ophem à fin juin 1945 ».

⁵⁶ MJB, Fonds Marie Albert, 226, lettre de Marie Albert à l'YWCA, 25 mars 1945.

⁵⁷ MJB, Fonds Marie Albert, 226, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 116.

sionnaires des homes, sont requises pour « donner un coup de main » aux pouponnières qui manquent de personnel⁵⁸.

L'enseignement, la formation professionnelle, la recherche d'un travail sont des préoccupations urgentes pour les responsables des homes.

Les enfants de Wezembeek fréquentent l'école dans la mesure du possible. Mais en février 1945, par exemple, aucun enfant du home de Wezembeek ne va à l'école, faute de combustible. Ils sont toutefois suivis : ils reçoivent des devoirs à faire, passent une heure à l'athénée... Un pensionnaire suit les cours de l'Institut de Floriculture et de Culture maraîchère à Anderlecht, qui a du charbon, mais dont les fenêtres ont volé en éclats à cause de bombardements, et qui est en conséquence également fermé⁵⁹.

Six jeunes filles du home de Wezembeek sont placées comme apprenties-couturières à la Maison Hirsch. Marie Albert note qu'elles ont dû payer leurs ciseaux sur leur premier salaire et ajoute : « J'ai à ce moment pensé que savoir tenir une aiguille et prendre soin de son instrument de travail étaient de bonnes habitudes à acquérir »⁶⁰.

Alors, il ne peut être question d'études universitaires : tous ces jeunes, pour faire des études supérieures auraient besoin d'appuis financiers (bourses d'études...) et sociaux (encadrement affectif et moral). Pour certains, cela sera possible plus tard, mais c'est encore irréalisable pour ceux qui approchent des 18 ans à ce moment-là.

À Wezembeek, les *bar-mitsvoth* de neuf garçons en avril 1945 et de six en juin sont non seulement une occasion d'inviter solennellement de nombreuses personnalités de la communauté juive, mais elles ont surtout une charge symbolique forte. Il y avait certes eu des *bar-mitsvoth* pendant l'Occupation au home de Wezembeek, mais ces cérémonies de l'après-guerre marquent le renouveau et affirment la continuité pour les Juifs de Belgique. C'est aussi un signe pour ces enfants que, si leurs parents ne sont plus là, la communauté ne les laissera pas seuls et veillera sur eux. Renée Goldstuck, résistante du CDJ, ne peut se rendre à la cérémonie de *bar-mitsva* à Wezembeek⁶¹ ; devant décliner l'invitation, elle s'adresse à la directrice, Marie Albert : « Je dois donc me borner à

⁵⁸ MJB, Fonds Marie Albert, 217, lettre de Marie Albert adressée à Marcel Kremer, directeur du home d'Aische-en-Refail, 13 mars 1945.

⁵⁹ MJB, Fonds Marie Albert, 217, lettre de Marie Albert adressée à B. Borenstein, 2 février 1945,

⁶⁰ MJB, Fonds Marie Albert, 217, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 116.

⁶¹ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, pp. 135-136.

vous adresser par écrit mes félicitations, puisque c'est vous en quelque sorte qui tenez lieu de maman à ces grands garçons. »⁶²

Les enfants sont un enjeu crucial pour l'avenir des Juifs en Belgique. Des mouvements de jeunesse sollicitent rapidement les enfants des homes. Mais à Wezembeek, Marie Albert écrit que « peu après la Libération, je reçus la visite des responsables des diverses organisations de jeunesse sionistes qui existaient avant-guerre, insistant pour que j'inscrive les enfants comme membres dans l'organisation que chacun des responsables représentait. Ils furent choqués de mon refus. [...] Je me refusais à donner des consignes politiques. Ceci me fut reproché par le mouvement Hanoar Hatzioni que j'avais fondé en 1938. »⁶³

Négociations

Mais Freddy Blum et sa "Direction des Homes d'Enfants israélites" ne continueront pas longtemps à assumer leurs responsabilités. Le journal communiste de langue yiddish *Unzer Kamf* ("Notre Combat"), attaque régulièrement les anciens responsables de l'AJB, et en particulier Freddy Blum. Dès le premier numéro paru après la Libération, le journal exige « nettoyage » et « épuration »⁶⁴. Après avoir communiqué la nouvelle de l'arrestation de Freddy Blum, le journal annonce, dans son numéro du 21 octobre : « Le tristement célèbre sieur Blum et d'autres ont déjà été arrêtés et il s'en est trouvé certains qui se coupent en quatre pour les faire libérer. »⁶⁵ Le journal revient régulièrement à la charge contre l'AJB. Ainsi en décembre 1944, il remarque : « L'AJB n'existe plus, mais son secrétaire poursuit son activité avec l'aide et la collaboration de ses "relations". C'est paradoxal, mais c'est la vérité. Nous pensons que c'est l'intérêt de tous que les enfants rescapés soient confiés aux soins d'une autre personne. »⁶⁶

⁶² MJB, Fonds Marie Albert, 219, lettre de Renée Goldstuck à Marie Albert, 19 juin 1945.

⁶³ MJB, Fonds Marie Albert, 219, tapuscrit de Marie Blum-Albert, 1993, p. 120.

⁶⁴ *Unzer Kamf*, n° 6, septembre 1944. L'auteur remercie vivement Jo Szyster de lui avoir communiqué les traductions qu'il a faites des journaux *Unzer Kamf* et *Solidaritet*.

⁶⁵ *Unzer Kamf* (traduction de Jo Szyster), n° 9, 21 octobre 1944, p. 5.

⁶⁶ *Unzer Kamf* (traduction de Jo Szyster), n° 15, 2 décembre 1944, p. 7.

Ce ne sera chose faite qu'au printemps 1945. L'en-tête du papier à lettres de la « Direction des Homes d'Enfants israélites » porte alors la mention « en liquidation depuis le 31 mars 1945 »⁶⁷.

Les négociations précisant les modalités du transfert des homes de l'AJB vers l'AIVG se déroulent en mars. Le 2 mars 1945, Alfred Blum rencontre Alfred Goldschmidt⁶⁸. Celui-ci est alors président de la Croix-Rouge de Belgique et président de l'AIVG. Réfugié en Suisse durant l'Occupation, il y travaillait à la Croix-Rouge internationale. Il a 73 ans après-guerre et est considéré comme une personnalité "neutre", à l'écart de toute polémique. Sont également présents, son épouse, Marguerite Goldschmidt-Brodsky, connue pour son action charitable en faveur des enfants juifs avant-guerre, et Léo Feiertag, ancien responsable du service social de l'AJB. On note donc l'absence de tout responsable du CDJ.

Alfred Blum rend compte de l'entrevue dans une lettre à Alfred Goldschmidt. Il n'hésite pas à s'attribuer personnellement l'existence des homes de l'AJB et à s'en octroyer toute la responsabilité jusqu'alors : « J'ai créé au cours de mon activité au comité local de l'Association des Juifs en Belgique (dissoute automatiquement depuis la Libération) sept homes d'enfants, dont j'ai conservé la direction et la responsabilité depuis le 3 septembre 1944 jusqu'à aujourd'hui. »

Et de continuer, à la première personne, comme si le transfert des homes à l'AIVG relevait d'une opportunité personnelle et d'un choix qu'il aurait fait : « Étant dans l'obligation de reprendre mes occupations d'avant-guerre [...], je me suis décidé à vous céder une grosse partie du travail que j'assumais pour les enfants juifs et qui me semble incomber à l'œuvre que vous présidez. »

Les homes concernés sont donc ceux de Linkebeek, Uccle, Etterbeek, Auderghem, Aische-en-Refail (Lasne étant abandonné). Wezembeek est considéré comme un cas particulier : l'œuvre existait avant-guerre et l'immeuble appartient à la Société israélite d'Assistance anti-tuberculeuse⁶⁹. Pour Freddy Blum : « Le comité de cette société n'est pas encore revenu d'exil. Il faut attendre le retour des personnes res-

⁶⁷ MJB, Fonds Marie Albert, 217.

⁶⁸ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, pp. 131-132.

⁶⁹ FMC (en dépôt au Musée juif de Belgique), Fonds Roger Lévi, « Rapport sur l'activité de la Maison de Cure, du 10 mai 1940 à ce jour », par Marie Blum-Albert, 28 juin 1946.

ponsables pour cette maison avant de prendre n'importe quelle décision. »

Freddy Blum s'adresse à Goldschmidt : « Au cours d'une visite dans chacun des homes dont vous reprendrez la responsabilité, c'est à vous personnellement que je cèderai : la gestion journalière, les baux, les assurances, les stocks, le personnel et les enfants. » Le matériel et le mobilier seront inventoriés, mais de même que les installations, « ne peuvent en aucun cas être cédés, vu qu'il n'est pas encore établi à quel organisme ils appartiennent en fait. » Alfred Blum se place dans une optique de continuité par rapport à la période de l'Occupation : « Les dépenses engagées pour l'installation des homes ont en effet été couvertes par des subsides spéciaux alloués par l'État belge à l'Association des Juifs en Belgique. L'État auquel ce matériel et mobilier me semble appartenir n'a encore donné aucune instruction à ce sujet. »

Alfred Blum résume les conclusions de cette entrevue. « Je vous ai prévenu, dans l'intérêt des homes, du combat continu que j'ai dû mener au cours de mon activité dans ceux-ci contre l'essai d'immixtion des partis politiques dans l'éducation des enfants. Je vous ai mis en garde contre le désir de certaines personnes s'occupant de la section enfance de l'œuvre que vous présidez, d'éduquer les enfants dans un sens incompatible avec la continuation de leur séjour en Belgique. Je vous ai demandé de continuer vis-à-vis des enfants la stricte politique de neutralité que j'ai instaurée dans les homes depuis leur fondation et d'attendre une période d'au moins six mois après la guerre avant de fixer une ligne de conduite "politique" pour les enfants. Je vous ai prié de ne point perdre de vue que la plupart des enfants séjournant dans les homes étant nés en Belgique sont appelés à opter pour ce pays dès l'âge prescrit. Dès lors, je crois qu'il faudra en votre qualité de responsable tuteur des enfants vous occuper sans retard de leur éducation civique. Vous vous êtes déclaré tout à fait d'accord avec mes idées à ce sujet et agirez certainement dans ce sens. »

Freddy Blum demande qu'il soit mis fin aux polémiques internes à la population juive de Belgique. Au nom de l'intérêt des enfants, estime-t-il : « Je vous ai montré un article publié dans un journal rédigé en yiddish et où de basses calomnies étaient proférées contre des administrateurs de l'Association des Juifs en Belgique et où j'étais notamment très fortement pris à partie. Je vous ai demandé si lorsque les homes

seront remis, vous croyez que cette campagne prendra fin. Vous avez répondu ne pouvoir prendre aucun engagement étant donné que vous ne vous occupez pas de ce genre de publication, mais vous ferez l'impossible pour calmer l'atmosphère et tâcher de faire la paix. Je vous ai personnellement promis de ne pas entraîner le personnel avec moi lors de mon départ : cela serait d'ailleurs contraire à l'intérêt des enfants. Je les encouragerai le plus possible pendant la période de "rodage" (3 premiers mois d'activité de votre présidence). Toutefois, il serait souhaitable qu'une attitude aussi correcte soit prise par les différentes personnes qui seront en contact avec le personnel et qu'aucune calomnie ne soit proférée, ni concernant l'ancienne organisation ni concernant aucun des membres en ayant fait partie. »⁷⁰

Freddy Blum avait pensé à une alternative : placer les enfants des homes de l'AJB sous la responsabilité directe de l'ONE. Il affirme que c'est ce qu'il propose, à la Libération, à Yvonne Nevejan, qui refusa et l'incita à garder temporairement les homes⁷¹. Freddy Blum n'envisageait pas nécessairement le maintien de "homes juifs". En quoi il était loin de rencontrer le souhait de la majorité des Juifs de Belgique, ni du Joint par ailleurs. Encore fallait-il avoir les moyens matériels d'éduquer les enfants. La solution préférée de l'AIVG a toujours été que les enfants soient éduqués dans une famille juive qui les entourerait d'affection et de soins dans un contexte d'éducation au judaïsme. Mais dans l'immédiat après-guerre, si des parents, éloignés ou non, s'occuperont des enfants, les autres familles juives sont très rares à pouvoir assumer l'adoption d'un enfant.

Les Homes de l'AIVG

C'est donc le 31 mars 1945 que les anciens homes de l'Association des Juifs en Belgique sont « remis » à l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre. Le home de Wezembeek les rejoindra, quelques semaines plus tard⁷².

⁷⁰ SVG R 715 Tr 248.400, Lettre d'Alfred Blum, adressée à Alfred Goldschmidt.

⁷¹ IEJ (fonds CNIIEJ), interview d'Alfred Blum, 1972.

⁷² FMC (en dépôt au Musée juif de Belgique), Fonds Roger Lévi, « Rapport sur l'activité de la Maison de Cure, du 10 mai 1940 à ce jour », par Marie Blum-Albert, 28 juin 1946.

Entre mai et octobre 1945, l'AIVG ouvrira plusieurs homes : le home des Aiglons, chaussée de Vleurgat, à Ixelles ; le Home des Hirondelles, boulevard Jules Graindor à Anderlecht (tous les deux à la mi-mai) ; le home de Lasne (différent de celui de l'AJB) ; le home de Profondsart (début juillet 1945) et le Home de Miravalle, à Boitsfort (début octobre). L'AIVG garde les institutions qu'elle a héritées de l'AJB. La population enfantine totale de tous ces homes est de 464 enfants fin décembre 1945⁷³. La pouponnière de la rue Baron de Castro est fermée en 1946, Aische fin 1947, le Home des Moineaux de la rue Victor Allard à la même époque⁷⁴.

Le personnel des homes de l'AJB n'a donc pas été licencié. Mais chaque Juif survivant reconstruit d'abord sa propre vie, se préoccupe d'abord de ses proches, de sa famille. Les situations sont donc mouvantes et peu de membres du personnel restent finalement en place.

L'AIVG opéra dans ses homes pour des méthodes éducatives modernes, inspirées de la pédagogie decrolyenne. Fela Perelman s'en fait la fervente propagandiste. Mais ces pratiques ne sont pas nécessairement du goût des directeurs et directrices déjà en place, et hérissent de surcroît leur autonomie. Ainsi, le directeur de Aische-en-Refail, alors qu'il vient d'accueillir dix-sept petits de Linkebeek, se plaint de ce que « l'atmosphère du home se decrollise de jour en jour à ce point que je me sens tenté de tutoyer tout ce que je vois, même les laitues qui poussent aux champs »⁷⁵. Le même accueillera avec scepticisme une série de notes de service émanant de l'AIVG : « Je compte en faire un album et le soumettre à un conservateur de musée fort consciencieux, afin que la postérité ne perde rien de ces perles de bon sens et d'organisation. »⁷⁶

Quant à Alfred Blum, il reprend ses affaires. L'Auditorat militaire entame une procédure contre certains responsables de l'AJB⁷⁷. Alfred

⁷³ SSJ, « Aide aux Israélites Victimes de la Guerre. Section Enfance. Affiliée à l'Union OSE. Rapport d'activité. Le 31 décembre 1945 », 31 décembre 1945.

⁷⁴ Sur les homes de l'AIVG, voir aussi C. Massange, *Bâtir...*, *op. cit.* ; *Eadem*, « Hirondelles et Aiglons. Les adolescents de l'AIVG », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 175-213. *Eadem*, « Le home juif de Linkebeek (1943-1951) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 135-159.

⁷⁵ MJB, Fonds Marie Albert, 217, lettre de Marcel Kremer à Marie Albert, 24 mai 1945.

⁷⁶ MJB, Fonds Marie Albert, 217, lettre de Marcel Kremer à Marie Albert, 30 avril 1945.

⁷⁷ Auditorat militaire (AM), 8036/44. A. Donnet, « L'instruction par la justice militaire : un non-lieu de mémoire », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs...*, *op. cit.*, pp. 375-432.

Blum et son épouse se persuaderont que c'est sur « dénonciation » de Chaïm Perelman que Freddy Blum est inquiété. Au contraire. Alors que ses interventions sont décisives, Chaïm Perelman se garde bien d'accabler l'AJB. Dans sa déposition du 17 août 1945, il déclare notamment : « Je ne considère pas comme des traîtres les dirigeants de l'association : ils ont agi pour éviter le pire, mais ne se rendaient pas compte de la conséquence de leurs actes. » Et il ajoute : « Il me semble que les souffrances qu'ils ont provoquées comme instrument entre les mains de la Gestapo les ont disqualifiés comme dirigeants de la Communauté juive. »⁷⁸ En juin 1947, un non-lieu sera prononcé pour Freddy Blum comme pour les autres responsables de l'AJB. Et il a bien été « disqualifié comme dirigeant ».

Chaïm Perelman ne continuera pas longtemps à s'occuper de l'AIVG. Il y était principalement responsable des questions juridiques et du Service de Recherches et de Rapatriement. Ces fonctions seront assurées par Régine Orfinger, avocate et résistante, proche du Parti communiste⁷⁹. Perelman démissionne en novembre 1945 : au conseil d'administration de l'AIVG, Laura Margolis, déléguée du Joint, y explique qu'à son avis « le fait d'avoir mis à notre disposition Mme Orfinger, avocat du Joint, aurait contrarié M. Perelman ». Fela Perelman, après s'être impliquée dans le service des homes, quittera également l'AIVG. Avec leur départ, la tendance sioniste au sein de l'AIVG perd de son influence. David Ferdman sera encore présent au conseil d'administration de l'AIVG en juillet 1945, avant de remettre sa charge de trésorier à Paul Philippon. Entré au conseil d'administration dès janvier 1945, celui-ci deviendra vice-président, puis président de l'AIVG⁸⁰. Yvonne Nevejan démissionne officiellement de l'association en août 1945 : l'ONE continuera néanmoins à subventionner les homes de l'AIVG⁸¹. À partir de 1947, le Ministère de la Reconstruction subventionnera les homes d'enfants de l'AIVG avec effet rétroactif à dater

⁷⁸ AM, 8036/44 « Sûreté de l'État. Pro Justitia », Dépositions devant Carlier Jean, inspecteur principal de la Sûreté de l'État, officier de police judiciaire, auxiliaire de Monsieur l'Auditeur Général, 17 août 1945.

⁷⁹ J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, pp. 266-267.

⁸⁰ *Ibid.*, pp. 280-281.

⁸¹ SSJ, procès-verbal du conseil d'administration de l'AIVG du 20 novembre 1945.

du 1^{er} juillet 1945⁸². L'AIVG passera d'un financement global assuré quasi exclusivement par le Joint à des formes d'aide plus diversifiées.

Conclusion

Les premiers mois qui suivent la Libération constituent une période charnière entre deux époques : celle de l'Occupation et de l'AJB, celle de l'après-guerre et de l'AIVG. Le sort des enfants juifs est au cœur de la problématique de l'immédiat après-guerre. Face aux tensions entre une vie quotidienne très difficile, qui requiert des réponses à des problèmes urgents, et un avenir angoissant, l'union des Juifs de Belgique s'impose, même si elle n'est que temporaire ou factice. Si Marie Albert, Freddy Blum ou Alfred Goldschmidt insistent sur le fait qu'il ne faut pas introduire de « politique » dans la question des enfants dont les parents ont été déportés, c'est que le présent et l'avenir nécessitent des compromis entre Juifs et dès lors une trêve apparente dans la guerre de tendances qu'ils se livrent. Considérant les antagonismes et les haines qui séparent les Juifs de Belgique dans l'immédiat après-guerre, notamment autour de la question de l'AJB, on peut estimer que la transition s'est faite dans un calme relatif, une claire volonté de négociation et donc avec lenteur. L'AIVG doit se structurer, s'imposer. À ses débuts, elle n'a aucune identité institutionnelle : la dénomination de « CDJ » continue à être couramment utilisée.

Pendant ces quelques mois qui s'écoulent entre la Libération et la fin de la guerre, le sort des homes de l'AJB est incertain. Les fonds manquent encore pour que l'AIVG ouvre de nouvelles institutions. Les incertitudes financières ont pour conséquence un certain attentisme : il n'est pas encore possible de définir des lignes d'action fortes, ni de commencer à les mettre en pratique par rapport à des perspectives d'avenir. Les responsables de l'AIVG à ses débuts souhaitent donc, par pragmatisme, que les enfants cachés restent le plus longtemps possible où ils sont, pour autant qu'ils y soient bien traités. L'AIVG est donc prête à laisser les enfants chez leurs logeurs, ce qui suscitera les critiques de ceux qui veulent à tout prix et au plus vite replacer les enfants dans un "milieu juif" et laissera sans doute planer des ambiguïtés sur

⁸² C. Massange, *Bâtir...*, *op. cit.*, pp. 59-60.

la possibilité pour les familles hébergeantes d'adopter les enfants s'ils sont orphelins de père et de mère.

Alors que la plupart des enfants concernés n'ont pas la nationalité belge, l'insertion des Juifs étrangers dans la société belge ne va pas de soi à cette époque. Ainsi, le Commissariat au Rapatriement a pour rôle principal, au terme de l'arrêté-loi du 27 juin 1944, d'organiser le retour dans leur foyer des Belges « qui, par suite de la guerre, ont été éloignés du territoire national ou déplacés à l'intérieur du pays »⁸³. Mais il « participe également, dans le cadre des engagements de l'État belge à toute opération relative au rapatriement, au retour ou au déplacement des étrangers déplacés par suite de la guerre. » Le « rapatriement » est un principe théorique mais significatif de l'état d'esprit du moment. Les Juifs d'Allemagne, d'Autriche ou de Pologne n'ont certes nulle envie d'être « rapatriés ». De plus, la population belge n'a pu rester totalement imperméable à la propagande antisémite virulente ou insidieuse menée par les autorités allemandes pendant toute la durée de l'Occupation. Bien sûr, le sort des Juifs fera l'objet de mesures particulières : les Juifs d'Allemagne et d'Autriche porteront sur leur carte d'identité la mention « non ennemi » ; ceux qui résidaient ou séjournaient régulièrement en Belgique à la date du 10 mai 1940 seront « rapatriés » comme ceux qui ont la nationalité belge... Toujours est-il que l'intégration des Juifs étrangers au sein de la société belge, dans les débuts de l'après-guerre, n'a rien d'une évidence, mais requiert luttes et négociations. Dans ces circonstances, les Juifs se doivent d'être le plus unis possible et montrer une relative cohésion face à leurs interlocuteurs. Le sort des enfants juifs et aussi des homes de l'AJB s'inscrit au cœur de cette problématique.

De bonnes relations avec les pouvoirs publics belges s'avèrent la condition *sine qua non* de l'insertion des Juifs dans la société belge. Le pays est plongé dans les affres de la reconstruction. Les réflexes nationalistes et la méfiance vis-à-vis des étrangers sont dangereux, à l'heure où la plupart des Juifs ne sont pas Belges. Les enfants juifs nés en Belgique pourront opter pour la nationalité belge à 16 ans. En devenant belges, ils feront partie intégrante d'une collectivité qu'on espère dé-

⁸³ AGR, Police des Étrangers, 1210, *Rapport sur l'activité du Commissariat Belge au Rapatriement. 8 octobre 1944 - 25 juillet 1945*, p. 7.

mocratique, prospère, tolérante et libre. Ce fut le pari des Juifs sur l'avenir en ces temps d'incertitude.



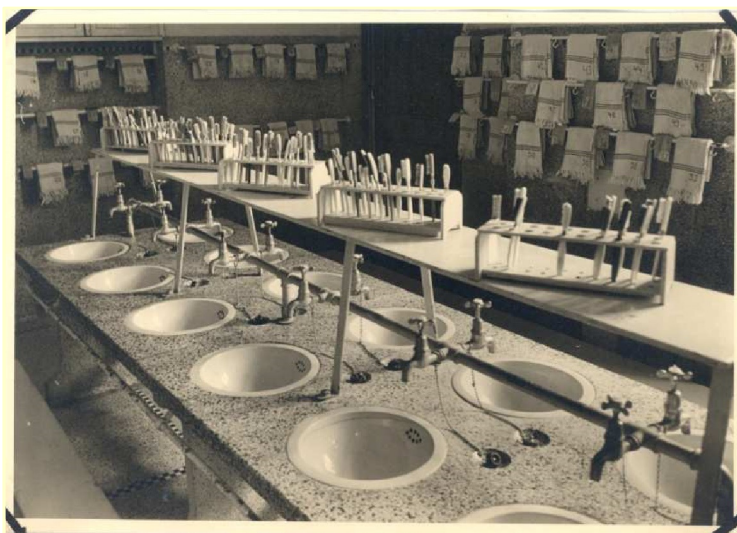
Déléguee du Joint en Belgique. Collection privée.



Le « *mifkad* » (« rapport ») du soir dans la salle de jeux du home de Wezembeek, printemps 1945. © MJB



La cuisine du home de Wezembeek, printemps 1945. © MJB



Les lavabos du home de Wezembeek au printemps 1945.
© MJB



Dortoir du home de Wezembeek au printemps 1945.
© MJB



Marie Albert et Alfred Blum au moment de leurs fiançailles,
après la Libération. © MJB



Portrait de David Ferdman. © AGR



Portrait de Chaïm Perelman, par Fleischhacker, 1940.
© MJB